

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 9 (2026)

### Faits saillants

- ❖ Région : Annulation des tarifs US réciproques : l'ASEAN favorisée malgré une incertitude persistante
- ❖ Philippines : Le pays détaille les priorités de la présidence lors du *ASEAN Editors and Economic Opinion Leaders Forum*
- ❖ Thaïlande : Nouvelle baisse du taux directeur à 1,0 % (-25 pdb)

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**0,87**

Le taux de fécondité de Singapour atteint son plus bas niveau jamais enregistré en 2025

### Région

#### Annulation des tarifs US réciproques : l'ASEAN favorisée malgré une incertitude persistante

À la suite de la décision du 20 février 2026, la Cour suprême américaine a invalidé les droits de douane « réciproques » fondés sur l'IEEPA, contraignant l'administration Trump à adopter un régime transitoire via la Section 122 : une surtaxe uniforme de 10 % s'ajoutant aux droits de la nation la plus favorisée (MFN), assortie d'exemptions pour les semi-conducteurs, produits pharmaceutiques, certains biens électroniques et minéraux critiques. Appliqué depuis le 24 février, le Président des États-Unis a indiqué vouloir augmenter à 15 % cette surtaxe.

Pour l'ASEAN, l'effet immédiat est plutôt favorable : selon Maybank, même avec la surtaxe de 15%, le taux de taxation effectif moyen diminue de 1,4 points de pourcentage pour les pays de l'ASEAN, avec une baisse marquée pour le Cambodge (-3,1 points), l'Indonésie (-3,0 points) ou le Vietnam (-2,1 points), tandis que Singapour enregistre une légère hausse de 1,8 points mais conserve le taux le plus faible de la région à 6,9 %, grâce à une structure d'exportations fortement orientée vers des produits exemptés (environ 60 % des ventes vers les États-Unis). L'optimisme tarifaire doit cependant être mesuré : le cadre commercial est en effet temporaire, la Section 122

étant limitée à 150 jours et susceptible d'être remplacée par des mesures ciblées sous les Sections 301 ou 232, maintenant un risque sectoriel sur l'acier, l'automobile ou certaines chaînes manufacturières.

À titre de comparaison, la Chine demeure à 25 % de taux effectif malgré une forte baisse de -4,9 points, ce qui préserve un différentiel de compétitivité en faveur de l'ASEAN. La hiérarchie régionale n'est donc pas bouleversée : l'avantage relatif de l'Asie du Sud-Est sur le marché américain se maintient, ce qui explique le maintien des prévisions de croissance 2026 de Maybank (ASEAN-6 : 4,8 % ; Chine : 4,5 %).

## Indonésie

### Hausse de la balance commerciale en 2025 mais déficit de la balance des paiements

La balance commerciale indonésienne enregistre un excédent de 41,1 Md USD en 2025 (commerce de biens), en hausse de 31 % après 31,3 Md USD en 2024, selon les données de l'agence statistiques BPS. Ce résultat a été permis par une progression plus rapide des exportations (282,9 Md USD, +6,2 %) que des importations (241,9 Md USD, +2,8 %). Les exportations indonésiennes restent dominées par les matières premières, en particulier les huiles et graisses (12,1 % des biens exportés en 2025, à 34,4 Md USD, + 43,5 % par rapport à 2024), suivis par les combustibles minéraux (11,3 % des exportations) et enfin le fer et l'acier (9,9 %). La Chine est toujours le premier client de l'Indonésie (24 %), suivie des Etats-Unis (11,5 %) et de l'Inde (6,8 %). Les autres pays de l'ASEAN absorbent 19,1 % des exportations indonésiennes et l'Union européenne 7,2 %.

Toutefois, la balance des paiements indonésienne passe en territoire négatif pour la première fois depuis six ans, à -7,8 Md USD, selon la banque centrale. La réduction du déficit de la balance courante (-1,5 Md USD en 2025, après -8,6 Md USD en 2024), permise par la bonne performance du commerce extérieur de biens, n'a en effet pas suffi à compenser les mauvais résultats de la balance financière. Les flux nets d'IDE ont légèrement reculé, à 14,1 Md USD, après 15,9 Md USD en 2024, tandis que l'Indonésie a fait face à un fort retrait des investissements de portefeuille, qui passent de 8,2 Md USD nets en 2024 à -9,4 Md USD en 2025, témoignant de la perte de confiance des investisseurs, notamment étrangers.

## Malaisie

### La Malaisie enregistre la plus forte hausse de ses exportations depuis 2022

En janvier 2026, les exportations malaisiennes ont progressé de 19,6 % en g.a., après +10,2 % en décembre, enregistrant ainsi leur hausse la plus marquée depuis septembre 2022. Cette performance, au-dessus du consensus Bloomberg (+14,3 %), s'explique en partie par un

effet de base favorable et par un avancement possible des expéditions liées aux congés du Nouvel An chinois et du Ramadan.

Les exportations manufacturières, qui représentent 86,7 % du total, ont progressé de 22,3 %, soutenues par les produits électriques et électroniques (E&E ; +39,7 %) et le matériel optique (+36,2 %). Les exportations minières ont également rebondi (+2,7 %), avec une forte hausse des métaux (+208 %), en lien avec le développement rapide des véhicules électriques en Chine.

Au niveau géographique, les exportations vers les États-Unis (15,7 % du total) ont augmenté de 34 %, après +33,9 % en décembre, tandis que celles vers la Chine (10,5 %) et l'Union européenne (8,3 %) ont respectivement progressé de 16 % et 26 %. Les exportations vers Singapour (14,3 %) sont restées stables. Les importations ont pour leur part augmenté de 5,3 % en glissement annuel, en ralentissement par rapport à décembre (+9,5 %), principalement en raison d'une contraction des biens d'équipement (-20,7 %) et des biens intermédiaires (-5,1 %).

## **Le gouvernement freine l'essor des centres de données non liés à l'IA**

Le Premier ministre annoncé la suspension des autorisations pour les nouveaux projets de centres de données non dédiés à l'intelligence artificielle, invoquant des préoccupations croissantes liées à la consommation d'énergie et d'eau. Le Premier ministre Anwar Ibrahim a précisé le 24 février que, selon les projections du ministère de la Transition énergétique et de la Transformation de l'eau (PETRA), la capacité d'approvisionnement restera suffisante pour les installations liées à l'IA au cours des deux prochaines années. Parmi les solutions envisagées à moyen terme figurent le projet d'interconnexion du ASEAN Power Grid, reliant le Vietnam à Singapour, ainsi que l'exploitation future de l'électricité provenant de l'État de Sarawak.

La Malaisie représente la moitié de la capacité de centres de données en construction dans la région incluant l'Indonésie, la Thaïlande, les Philippines et le Vietnam, avec 2 415 MW de nouvelles capacités sur 4 620 MW programmés. Le pays a également attiré dès 2023 de grands investisseurs internationaux, tels que Microsoft, Amazon et Google, ainsi que des acteurs chinois comme Tencent, Huawei et Alibaba, encouragés par les faibles coûts du foncier et de l'électricité et la dynamique locale de la demande en IA.

## **Modération de l'inflation en janvier à 1,6 %**

La hausse de l'indice prix à la consommation (IPC) est restée stable en janvier, à 1,6 % en g.a. (après 1,6 % en g.a. en décembre), conformément au consensus Bloomberg. L'inflation sous-jacente a également stagné à 2,3 %, pour le deuxième mois consécutif. Cette modération de l'IPC est principalement imputable aux prix des produits alimentaires et des boissons (+1,5 %), qui constituent près d'un tiers du panier de consommation (29,5 %). En revanche, les coûts des soins personnels et de l'éducation ont respectivement progressé de 6,6 % et de 3,2 %.

# Singapour

## L'IA porte la production industrielle début 2026

En janvier 2026, la production industrielle de Singapour a enregistré une hausse de 16,6 % en glissement annuel, portée principalement par un bond de 44,0 % du secteur électronique — plus du double de la croissance de décembre (19,6 %) — grâce à la forte demande en semi-conducteurs et composants liés à l'intelligence artificielle (IA). Hors secteur biomédical (production volatile, -33,1 % ce mois-ci) et le secteur électronique, la production a progressé de +2,1 % attestant de la robustesse de l'activité manufacturière. Ainsi les secteurs hors IA tels que les transports (+25,2 %) et l'ingénierie de précision (+13,2 %) ont également affiché des performances solides. Les économistes de Maybank anticipent que cette dynamique, soutenue par le boom mondial de l'IA, se maintiendra au moins jusqu'au premier semestre 2026, avec une croissance du PIB singapourien estimée à 3,6 % pour l'année, dans la fourchette haute des prévisions officielles. Malgré les incertitudes liées aux menaces de droits de douane américains, les exportations asiatiques, notamment celles de Singapour, pourraient bénéficier d'un effet d'anticipation avant d'éventuelles hausses tarifaires. À court terme, la croissance manufacturière devrait rester résiliente, avec une prévision de +9,4 % au premier trimestre 2026, avant une possible modération en fonction de la durée du cycle d'investissement dans l'IA.

## Le taux de fécondité atteint un plancher record à 0,87

Lors du débat budgétaire pour Budget 2026, la faible dynamique démographique de Singapour a été mise en lumière avec une chute du taux de fécondité total à 0,87 en 2025, un plancher historique nettement en dessous du seuil de renouvellement des générations et en forte baisse par rapport à 0,97 en 2024 et 1,24 il y a une décennie. Cette tendance reflète une diminution des naissances observée à travers toutes les tranches ethniques, une baisse des mariages et une préférence croissante pour des familles peu nombreuses ou sans enfants, tandis qu'un citoyen sur cinq avait 65 ans ou plus en 2025. Sans interventions supplémentaires, le gouvernement estime que la population pourrait commencer à décroître dès les années 2040, avec des conséquences économiques structurelles — notamment une pression accrue sur les dépenses sociales et de santé, un ralentissement du taux de croissance économique potentiel et une tension sur la main-d'œuvre domestique. En réponse, une task force inter-agences a été mise en place pour revisiter les politiques de soutien aux familles, incluant l'adaptation des environnements de travail et des incitations à la parentalité, soulignant l'enjeu crucial d'aligner les mesures fiscales et sociales à l'enjeu démographique.

## Excédent budgétaire record de 15,1 Md SGD en 2025

Comme souligné dans les [Brèves économiques de l'Asie du Sud-Est n°8](#), Singapour a enregistré pour l'exercice 2025 un excédent budgétaire exceptionnel de 15,1 Md SGD (1,9 % du PIB), plus du

double de l'estimation initiale. L'ampleur de l'excédent a été au cœur du débat budgétaire à l'Assemblée nationale débuté le 24 février 2026, avec des désaccords sur l'utilisation des fonds. Des députés du parti au pouvoir People's Action Party (PAP) ont défendu une approche prudente, arguant que ces surplus constituent une assurance stratégique face à des incertitudes géopolitiques et économiques croissantes, tout en laissant une marge de manœuvre pour soutenir les ménages vulnérables et renforcer les amortisseurs sociaux. En revanche, des membres de l'opposition ont critiqué ce qui a été qualifié de « *hoarding* » (accumulation inutile), appelant à davantage de transparence dans l'allocation des fonds, à un suivi plus détaillé des résultats des programmes financés et à une utilisation plus ciblée pour atténuer les pressions sur le coût de la vie, notamment après les récentes hausses de la TVA. À l'horizon 2026, le gouvernement anticipe un excédent plus modéré de 8,5 Md SGD, reflétant des dépenses accrues dans les infrastructures et les politiques d'innovation, tout en préservant une position budgétaire solide.

## Vietnam

### **Boeing et Pratt & Whitney signent d'importants contrats dans le cadre de la visite de Tô Lâm aux USA**

Durant la visite du secrétaire général du parti Tô Lâm aux USA, qui s'est déroulée entre le 18 et le 20 février dernier, plusieurs accords commerciaux ont été signés entre des entreprises vietnamiennes et américaines pour une valeur totale avoisinant les 37,2 Md USD. Le principal secteur bénéficiaire de ces annonces est le secteur de l'aviation civile : près d'une centaine d'avions Boeing ont été validés. Dans le détail, ceux-ci comprennent la finalisation de l'achat par Vietnam Airlines de cinquante Boeing 737 Max, annoncé en 2023, ainsi que l'étude pour l'achat futur de 30 gros porteurs. De plus, la principale et plus surprenante annonce est l'acquisition par Sun PhuQuoc Airways de quarante B787 Dreamliners pour une valeur de 22,5 Md USD, sans que les modalités de financement aient été dévoilées à l'heure actuelle. Enfin, VietJet a également confirmé la signature d'un accord de financement pour six B737, ainsi que le choix du motoriste Pratt & Whitney pour l'équipement de quarante-quatre A320 alors que ce dernier est accusé par d'autres entreprises de ne pas être capable de suivre les cadences de production. Depuis 1995, les compagnies vietnamiennes auraient acheté 222 avions Boeing, dans un marché national où les européens restent très majoritaires. Cela pourrait toutefois changer prochainement suite à la pression américaine. Pour contexte, suite aux droits de douanes initiés par l'administration Trump, le Vietnam n'est pas le seul pays à passer par l'aéronautique pour résorber son déficit commercial. En 2025, la Thaïlande s'est engagée à acheter 80 avions américains pour une valeur de 18,8 Md USD, tandis que Air Cambodge s'est engagée à travailler avec Boeing afin de soutenir l'écosystème aérien cambodgien.

## **Marchés boursiers : De nouvelles règles facilitent l'accès des investisseurs étrangers**

Le ministère vietnamien des Finances a promulgué le 3 février 2026 la circulaire 08/2026/TT-BTC visant à simplifier l'accès des investisseurs étrangers au marché boursier vietnamien. Le point marquant de la circulaire constitue l'introduction d'un nouveau dispositif de passage d'ordres permettant à des investisseurs étrangers de transmettre des opérations via des courtiers étrangers les représentant, sans être tenus d'ouvrir un compte de négociation distinct auprès des sociétés de courtage locales. Il s'agit d'une mesure qui a été recommandée à plusieurs reprises au Vietnam par les organismes internationaux de classification des marchés, en particulier FTSE Russell (qui a récemment reclassé le Vietnam en marché émergent secondaire), ainsi que par les investisseurs étrangers. Selon les autorités, ces ajustements réglementaires s'inscrivent dans la stratégie du Vietnam visant à attirer davantage de capitaux étrangers, à améliorer la liquidité du marché et à répondre aux critères des fournisseurs internationaux d'indices boursiers (Bloomberg, FTSE Russell, Dow Jones) en vue d'une éventuelle reclassification du marché vietnamien vers une catégorie supérieure. En 2025, le VN-Index (principal indice boursier de Ho Chi Minh City) a augmenté de 38% par rapport à 2024, la valeur moyenne des transactions approchant les 29 440 milliards de dongs (soit 1,13 M USD) par séance, tandis que la capitalisation boursière a atteint l'équivalent de 84,1% du PIB estimé en 2024.

## **Fitch relève la note de la dette garantie à long terme du Vietnam**

En janvier dernier, l'agence de notation Fitch Ratings a relevé la note des instruments de dette à long terme garanti du Vietnam, passant de BB+ à BBB-. Bien que cette décision n'affecte pas la note souveraine du pays qui reste stable à BB+ depuis juin 2025, c'est pour bonne nouvelle pour le gouvernement qui souhaite crédibiliser le Vietnam sur les marchés financiers internationaux et pourrait attirer davantage de capitaux internationaux. Toutefois, la Banque Mondiale souligne que des évolutions restent nécessaires pour maintenir cette dynamique positive : réformer le secteur bancaire, limiter les créances douteuses, améliorer la gouvernance des entreprises publiques et rendre transparente la politique budgétaire.

# **Thaïlande**

## **Prévision de croissance 2026 : révision à la hausse par les institutions thaïlandaises**

A la suite d'une année et d'un 4ème trimestre 2025 plus dynamiques qu'attendus (cf [Brèves économiques de l'Asie du Sud-Est n°8](#)), la banque centrale thaïlandaise ainsi que le NESDC ont relevé leurs prévisions de croissance 2026 à +2,0 %, contre +1,6 % auparavant. C'est également le cas de plusieurs banques thaïlandaises. Ainsi, Kasikorn Research, le centre de recherche de KBank, a révisé sa

prévision de croissance 2026 à +1,9 % (contre +1,6 % auparavant), CIMBT, le centre de recherche de CIMB Thai Bank à +2,1 % (contre +1,6 %), SBC EIC, le centre de recherche de la Siam Commercial Bank à +1,8 % (contre +1,5 %). Le chef-économiste de CIMBT a indiqué qu'en cas de négociation accélérée des accords de libre-échange, de soutien à l'emploi et de réduction de la corruption, l'économie thaïlandaise pourrait retrouver une croissance potentielle à +3,0 %, contre une fourchette à + [2,0-2,5 %] avec la stricte continuation des politiques économiques existantes.

## **Politique monétaire : nouvelle baisse du taux directeur à 1,0 % (-25 pdb)**

Le 25 février 2026, le comité de politique monétaire de la Banque de Thaïlande (BOT) a voté à 4 voix contre 2 l'abaissement de son taux de refinancement à 1,00 % (-25 pdb). Il s'agit de la 6ème baisse des taux depuis octobre 2024 (-150 pdb au total), et ce en dépit d'une croissance sur l'année et au 4ème trimestre 2025 plus forte que prévue. La BOT a justifié cette baisse compte tenu (i) d'une croissance qui reste inférieure à son potentiel et inégale selon les secteurs, (ii) de la contraction persistante du crédit et les tensions de liquidité continuant d'affecter PME et ménages, (iii) l'appréciation du baht qui pénalise les exportateurs et (iv) le renforcement des risques baissiers pesant sur l'inflation, et notamment la baisse du prix du pétrole brut. Concernant ce dernier point, la BoT estime désormais que l'inflation reviendra dans sa fourchette cible + [1,0-3,0 %] uniquement en 2027, contre un retour escompté en 2026 auparavant. Pour rappel, en 2025, l'inflation s'est établie à -0,14 % en moyenne, tirée à la baisse par les prix de l'énergie, mais avec une composante sous-jacente qui demeure positive et stable à 0,56 %.

## **Droits de douane américains : réaction des Ministres et du secteur privé**

A la suite de l'annulation des droits de douane IEEPA américain par la Cour suprême des Etats-Unis, et de l'annonce par le président américain D.Trump de leur remplacement par des droits universels ad valorem à 15 %, la ministre du Commerce et le ministre des Finances ont réagi. Le ministre des Finances Ekniti juge que la Thaïlande en sort gagnante, les nouveaux droits universels étant inférieurs de 4 points aux droits 'réciproques' convenus dans le cadre du pré-accord commercial avec les Etats-Unis. Il prévoit ainsi une hausse des exportations thaïlandaises au premier semestre 2026. La ministre du Commerce Suphatee a indiqué suivre de près l'évolution de la politique commerciale américaine. Elle a également déclaré que la Thaïlande poursuivait ses négociations commerciales avec les Etats-Unis afin de maintenir la stabilité des relations bilatérales et de réduire les risques liés à la volatilité politique pour les entreprises. Enfin, la fédération des industriels thaïlandais (FTI) a indiqué que même si les droits universels réduisaient les risques de hausse soudaine et unilatérale à l'encontre d'un pays, l'incertitude demeure le « premier risque », compte tenu du déficit commercial bilatéral important qu'entretient la Thaïlande avec les Etats-Unis, et a enjoint le gouvernement thaïlandais à conclure un accord commercial à

l'issu des 150 jours durant lesquels doivent s'appliquer ces nouveaux droits de douane.

## Philippines

### **La BSP poursuit l'assouplissement monétaire, réduisant son taux directeur à 4,25%**

Le 19 février, la Banque centrale des Philippines (BSP) a abaissé son taux directeur de 25 pdb à 4,25%. Il s'agit de la sixième réduction consécutive depuis le début du cycle d'assouplissement en août 2024, portant la baisse cumulée à 225 pdb. Cette décision intervient dans un contexte de ralentissement de la croissance (4,4% en 2025) marqué par une décélération de la consommation et des dépenses publiques. Le gouverneur Eli M. Remolona, Jr. a indiqué que les prochaines décisions dépendraient de la rapidité de rétablissement de la confiance et que le soutien monétaire se poursuivrait tant que l'inflation resterait maîtrisée. La remontée de l'inflation vers le plafond cible de la BSP pourrait mettre fin au cycle, en raison notamment d'un rebond des prix du pétrole, de la fin de la déflation du riz et des tarifs élevés de l'électricité.

### **Energies renouvelables : un plan d'enchères de 435 Md USD sur 10 ans**

Le ministère de l'Énergie des Philippines (DOE) a dévoilé un programme pluriannuel d'enchères d'énergie renouvelable (Green Energy Auctions, GEA) visant à attirer jusqu'à 435 Md USD d'investissements sur 10 ans, ajoutant 25 GW de capacité installée. L'initiative s'inscrit dans l'objectif du gouvernement d'atteindre 35 % de part d'énergies renouvelables dans le mix électrique d'ici 2030 (contre 22 % actuellement). Les deux premières phases de 2027 visent 3 285 MW de capacité solaire, suivies de quatre autres appels d'offres avant 2028, couvrant éolien terrestre, solaire flottant, toits solaires intégrés avec stockage, biomasse, géothermie, hydroélectricité et projets agri-solaires.

### **Les Philippines détaillent les priorités de leur présidence lors du ASEAN Editors and Economic Opinion Leaders Forum**

Le « ASEAN Editors and Economic Opinion Leaders Forum », tenu le 24 février dernier a constitué le premier événement économique de haut niveau organisé dans le cadre de la présidence philippine de l'ASEAN en 2026. Le forum a servi de plateforme de dialogue entre décideurs publics, institutions multilatérales, dirigeants d'entreprises et représentants des médias pour échanger sur les priorités économiques nationales et régionales. Plusieurs thèmes sont ressortis de manière récurrente : l'amélioration du climat des affaires, les contraintes structurelles persistantes (infrastructures de transport, coût et fiabilité de l'énergie, lourdeur administrative, etc.) ainsi que le rôle des TPE-PME, encore insuffisamment mobilisées comme levier de développement. L'évènement a permis de rappeler

les priorités générales de l'ASEAN : sécurité et paix, corridors de prospérité et autonomisation des populations ainsi que les orientations stratégiques de la présidence philippine : digitalisation et intelligence artificielle, développement industriel des semi-conducteurs et des minerais critiques, énergies renouvelables dans les infrastructures, mobilité transfrontalière des talents numériques, soutien aux TPE-PME et pilotage par l'IA de l'innovation et de la santé. Le Président Marcos a insisté sur la nécessité d'une coopération renforcée pour restaurer le rôle de l'ASEAN comme moteur économique mondial. Il a rappelé que le commerce intra-ASEAN ne représentait que 23 % du commerce total de la région, appelant ainsi à son renforcement afin de réduire la dépendance extérieure et de consolider les chaînes de valeur régionales.

## Cambodge

### Nouvelle liquidation sur le marché bancaire cambodgien

Après Prince Bank, c'est au tour de Panda Commercial Bank (PCB) d'être placée en liquidation par la Banque nationale du Cambodge (BNC). Officiellement, cette décision fait suite à une détérioration de ses comptes financiers. Le fait est que des administrateurs sont communs à PCB, Prince Bank et Huione Pay, et que certains sont très défavorablement connus. Cette dernière, plateforme de paiement en fait, a été définitivement fermée fin 2025. Elle a été accusée par le Trésor américain de blanchiment d'argent au service de hackers nord-coréens et d'arnaques liées aux cryptomonnaies ; entre autres. PCB, petit établissement sans réelle portée, fait les frais de la lutte contre les arnaques en ligne et le blanchiment de capitaux. Créée en 2019, PCB possédait, fin 2025, 0,77 % des actifs du système bancaire cambodgien (776 M USD). En 2024, ces opérations auraient « rapporté » plus de 12,5 Md USD et provoqué le travail forcé de plus de 100 000 personnes pour le seul Cambodge. Pour mémoire, le capital minimum pour créer une banque au Cambodge n'est que de 75 M USD.

### Le gouvernement améliore son adoption de l'intelligence artificielle

Le classement du Cambodge passe du 146ème au 118ème rang du Government AI Readiness Index 2025, publié par Oxford Insights. Cela témoigne d'un niveau de préparation encourageant pour exploiter le potentiel de l'intelligence artificielle. Le pays a même rattrapé une partie de son retard sur ses voisins (Thaïlande, Vietnam et Malaisie), dans sa capacité à gérer les transformations et risques liés à l'adoption généralisée de l'IA. La création d'un observatoire national dédié à l'IA ainsi que le développement de premières applications numériques fondées sur l'IA confirment la volonté de structurer l'écosystème technologique national. Parallèlement, la préparation des projets de loi relatifs à la protection des données personnelles et à la cybersécurité confirme l'engagement des autorités à encadrer juridiquement cette technologie. L'adoption de

l'IA à l'échelle nationale dépendra, toutefois, du niveau de maîtrise numérique de la population ; encore assez limité. Et le gouvernement devra gérer les risques liés à l'IA : pertes d'emplois et désinformation, en particulier.

## **Le stockage hydraulique de l'électricité par EDF**

Dans la quête d'indépendance énergétique cambodgienne, le vice-premier ministre permanent Vongsey Vissoth a reçu une délégation d'EDF afin d'échanger autour d'un projet de développement d'une station de transfert d'énergie par pompage (STEP). D'une capacité totale de 800 MW pour un coût estimé à 1,2 Md USD, ce projet contribuerait à répondre à la demande croissante en électricité, multipliée par 17 au cours des 20 dernières années (les capacités par 19). Outre l'industrialisation et l'urbanisation du Royaume, le développement des technologies numériques fera croître la demande encore. Le Cambodge reste d'ailleurs importateur net d'électricité (8,8 % de sa consommation en 2024). Aujourd'hui, les énergies renouvelables – importations comprises – représentent environ 53 % de la consommation électrique cambodgienne. Et le charbon l'essentiel du solde. Fin 2026, la centrale GNL de Sihanoukville de 1 GW entrera en service, améliorant le bilan carbone de la production (en permettant aussi l'arrêt anticipé d'une centrale charbon). Et le pays disposera d'un parc installé de 3,1 GWc de photovoltaïque fin 2026. Il faut donc renforcer les moyens de stockage des énergies intermittentes, comme avec la STEP proposée par EDF. Quant au parc hydroélectrique, il pourrait atteindre 3,2 GW à l'horizon 2040. À travers le projet avec EDC, le gouvernement espère réduire les coûts de production énergétique et améliorer la compétitivité économique du pays.

## **Laos**

### **Publication de l'article IV du FMI**

Selon le Fonds monétaire international (Article IV, consultations de novembre 2025), l'économie de la République démocratique populaire lao devrait enregistrer une croissance robuste de l'ordre de 4,5 % en 2025-2026, soutenue par des exportations d'électricité, le tourisme, les investissements directs étrangers (IDE) et une politique budgétaire expansionniste qui devrait stimuler la demande intérieure via une hausse des revenus disponibles et des salaires minimums. Malgré cette dynamique favorable à court terme, le FMI avertit que des risques substantiels demeurent : un solde de compte courant qui se resserre à partir d'un excédent record en 2025, des réserves internationales encore faibles, un endettement public élevé et une position nette d'investissement international négative qui exposent le pays aux chocs externes et aux conditions financières mondiales volatiles. Sur le plan interne, la faible productivité, les pénuries de main-d'œuvre qualifiée, la concentration du secteur exportateur et des coussins de capital bancaire limités renforcent la vulnérabilité d'économie aux chocs. Le FMI recommande de poursuivre les réformes structurelles, notamment l'amélioration de la gouvernance, la mobilisation des recettes fiscales et la

consolidation des finances publiques.

## **L'inflation atteint 6,2 % en février 2026, tirée par le logement et l'énergie**

En février 2026, le Laos a enregistré une inflation annuelle de 6,2 %, en hausse par rapport aux mois précédents, principalement due à la flambée des coûts du logement et de l'énergie, selon les dernières données officielles. Cette pression inflationniste reflète les tensions persistantes sur les prix des services publics et des carburants, dans un contexte de fragilité économique et de dépendance aux importations. Les autorités surveillent de près l'évolution des prix, alors que la hausse du coût de la vie pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et complique la reprise économique du pays.

## **Chute des recettes fiscales dans la ZES du Triangle d'Or en 2025**

Le département des impôts de la zone économique spéciale (ZES) du Triangle d'Or a rapporté une baisse significative de près de 50 % des recettes fiscales en 2025, témoignant d'un recul massif de l'activité économique locale après des fermetures d'entreprises et un fléchissement marqué du tourisme transfrontalier. Cette zone est située à la frontière avec la Thaïlande, historiquement un centre attractif pour le jeu, le commerce et l'hôtellerie. Cette contraction des recettes fiscales s'inscrit dans un contexte où le tourisme reste un pilier important de l'économie laotienne, mais où les flux internationaux présentent encore de la volatilité. En 2025, le Laos avait enregistré plus de 1,2 million d'arrivées touristiques au premier trimestre (+28 %), illustrant le rôle du tourisme sur les recettes globales, même si l'impact n'a pas été uniforme pour toutes les zones économiques. La chute des revenus dans la ZES du Triangle d'Or risque de creuser le déficit budgétaire local et de peser sur la capacité d'investissement public, soulignant l'importance de diversifier les sources de recettes et de renforcer les cadres de gouvernance économique.

# **Birmanie**

## **2025 : nouvelle hausse des importations de véhicules électriques chinois**

Les importations chinoises de véhicules particuliers électriques (VE) en Birmanie ont atteint 127 M USD en 2025, soit une hausse à +23,3 %, selon les douanes chinoises. Pour rappel, en 2024, ces importations avaient fortement augmenté de +69 % à 61 M USD. Cette hausse intervient dans un contexte où le gouvernement de facto cherche à promouvoir les importations de véhicules électriques et leur assemblage en Birmanie. Malgré l'insuffisance de la production électrique locale, les VE sont considérés comme un moyen de réduire la dépendance du pays aux importations de combustibles fossiles. En mars 2025, le pays comptait 18000 VE

immatriculés selon l'administration des Routes et Transport.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr](mailto:donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr) ; [gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org](mailto:gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org) ;  
[emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr](mailto:emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)